

Annexe - Insertion de l'article 4bis dans le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du 20 février 2007 de l'agence autonomisée externe de droit public « Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem » relatif à l'introduction/l'orientation de nouveaux membres du conseil d'administration.

« Art. 4bis. Les nouveaux membres du conseil d'administration sont invités, dès que le nom est annoncé par le Président du Conseil d'Administration et par le chef de l'agence, à un entretien préliminaire qui aura lieu à l'agence. Lors de cet entretien, qui se tient normalement avant la réunion suivante du conseil d'administration, toutes les informations utiles, tant verbalement que par écrit, sont fournies afin de pouvoir s'acquitter pleinement de son mandat de membre du conseil d'administration. ».

**Décision** : le Conseil d'administration approuve l'insertion de l'article 4bis précité dans le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de l' « Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem ».

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du 3 septembre 2018 ratifiant la modification du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de l'agence autonomisée externe de droit public « Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem ».

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2018/13948]

#### 29 AOUT 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de prélèvement dans les réserves de trésorerie des établissements scolaires

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'article 3, § 3, alinéa 2, 4° ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 68 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2018;

Considérant les réserves de trésorerie dont disposent certains établissements scolaires ;

Considérant qu'il convient de répartir équitablement les moyens entre les différents établissements scolaires en fonction de leur situation financière en vue d'assurer la réalisation de l'ensemble des travaux d'infrastructures nécessaires à un accueil optimal des élèves ;

Considérant la nécessité, pour ce faire, de définir une procédure et des critères de prélèvement, dans les réserves de trésorerie des établissements scolaires, des montants nécessaires à compléter le financement de travaux prévus au Plan global de gestion des infrastructures ;

Sur proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux établissements scolaires de l'enseignement obligatoire, aux internats et aux centres psycho-médico-sociaux du réseau organisé par la Communauté française.

**Art. 2.** Le Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles établit annuellement une programmation des travaux d'investissement en concertation avec le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette programmation est soumise à l'approbation du Ministre ayant les Bâtiments scolaires dans ses attributions.

Sont concernés par la programmation visée au premier alinéa, les travaux d'investissement visant la construction, la reconstruction, l'extension, la rénovation ou la restauration d'immeubles appartenant à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou aux Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires, dont le coût est supérieur ou égal à cent cinquante mille euros.

**Art. 3.** Le budget de la programmation annuelle est alimenté par les moyens du Fonds des bâtiments scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles et par les moyens versés au Fonds par les établissements scolaires pour financer la réalisation de travaux.

Le budget de la programmation annuelle est proposé conjointement par le Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

**Art. 4.** Le Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française établit les moyens disponibles des établissements scolaires qui peuvent être affectés à la programmation annuelle visée à l'article 2.

Pour le mois d'octobre de chaque année, le Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles communique au Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles la liste et le montant des travaux envisagés pour l'année civile suivante et les établissements scolaires concernés.

Dans les deux mois de cette communication, le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles établit la liste des établissements scolaires qui contribueront au financement de la programmation annuelle en tenant compte des réserves financières de l'établissement, de la réserve légale, du projet pédagogique, de la prévision de l'évolution de la population scolaire et de la typologie de travaux envisagés.

Les établissements scolaires pour lesquels des travaux sont prévus à la programmation annuelle contribuent au financement de la programmation concernée à concurrence de 100 % du montant des travaux.

Le fonctionnaire dirigeant du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française adresse sa décision fixant le montant que l'établissement scolaire affecte au financement de travaux au Service Général des Infrastructures Scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles et à l'établissement scolaire concerné.

Toute opération d'affectation de moyens des établissements scolaires effectuée en vertu du présent arrêté doit permettre à l'établissement scolaire concerné de conserver un montant minimal de 250.000 EUROS en compte hors Fonds de réserve légal.

**Art. 5.** La décision visée à l'article 4, alinéa 3, rend le montant affecté aux travaux de la programmation annuelle indisponible dans la comptabilité de l'établissement scolaire jusqu'au prélèvement effectif avec un maximum de 5 ans.

La programmation annuelle et le budget affecté aux travaux sont approuvés par le Ministre ayant les bâtiments scolaires dans ses compétences et sont communiqués aux établissements concernés.

Le SGISFWB adresse une demande de versement d'un montant correspondant au coût des travaux majorés de 10 % pour les éventuels suppléments ou du montant plafonné visé à l'art 4, 3 alinéa si le cout de l'investissement est supérieur à ce plafond. Le solde est alors couvert par les moyens issus de la dotation du Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

**Art. 6.** Le Service général des Infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles prend en charge la réalisation des travaux prévus à la programmation approuvée par le Ministre en charge des bâtiments scolaires.

**Art. 7.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/13948]

**29 AUGUSTUS 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de regels voor het opnemen van bedragen op de thesauriereserves van schoolinrichtingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, artikel 3, § 3, tweede lid, 4°;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 68;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2018;

Gelet op de thesauriereserves waarover sommige schoolinrichtingen beschikken;

Overwegende dat de middelen billijk verdeeld moeten worden over de verscheidene scholen in functie van hun financiële toestand met als doel de verwezenlijking van al de structuurverbouwingen die noodzakelijk zijn voor een optimaal onthaal van de leerlingen;

Overwegende dat de noodzakelijkheid bestaat, om dit doel te bereiken, om een procedure en criteria te bepalen voor het opnemen, op de thesauriereserves van schoolinrichtingen, van de bedragen die noodzakelijk zijn om de financiering van de verbouwingen bedoeld bij het Globale Plan voor het Beheer van de Infrastructuren, aan te vullen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de schoolinrichtingen van het leerplichtonderwijs, de internaten en de PMS-centra van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd net.

**Art. 2.** De Algemene dienst Schoolinfrastructuren van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" bepaalt jaarlijks een programmering van de investeringswerken in overleg met de Algemene dienst van het door de "Fédération Wallonie-Bruxelles" georganiseerd onderwijs. Deze programmering wordt aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen voorgelegd.

Worden betrokken bij de programmering bedoeld bij het eerste lid, de investeringswerken in verband met de bouw, de wederopbouw, de uitbreiding, de renovatie of het herstel van gebouwen die het eigendom zijn van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" of van de "Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires", waarvan de kosten hoger dan of gelijk aan 150.000 euro zijn.

**Art. 3.** De begroting van de jaarlijkse programmering wordt gefinancierd door de middelen van het "Fonds des bâtiments scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles" en door de middelen die op het Fonds door de schoolinrichtingen worden gestort om de verwezenlijking van de werken mogelijk te maken.

De begroting van de jaarlijkse programmering wordt gezamenlijk door de Algemene dienst Schoolinfrastructuren van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" en de Algemene dienst van het door de "Fédération Wallonie-Bruxelles" georganiseerd onderwijs bepaald.

**Art. 4.** De Algemene dienst van het door de “Fédération Wallonie-Bruxelles” georganiseerd onderwijs bepaalt de beschikbare middelen van de schoolinrichtingen die aangewend kunnen worden voor de jaarlijkse programmering bedoeld bij artikel 2.

Voor de maand oktober van ieder jaar deelt de Algemene dienst van het door de “Fédération Wallonie-Bruxelles” georganiseerd onderwijs aan de Algemene dienst van het door de “Fédération Wallonie-Bruxelles” georganiseerd onderwijs de lijst en het bedrag van de voorgenomen werken mee voor het volgende kalenderjaar en de namen van de betrokken schoolinrichtingen.

Binnen de twee maanden na deze mededeling, stelt de Algemene dienst van het door de “Fédération Wallonie-Bruxelles” georganiseerd onderwijs de lijst vast van de schoolinrichtingen die tot de financiering zullen bijdragen van de jaarlijkse programmering met inaanmerkingneming van de financiële reserves van de inrichting, de wettelijke reserve, het pedagogische project, de vooruitzichten inzake evolutie van de schoolbevolking en de typologie van de voorgenomen werken.

De schoolinrichtingen waarvoor de werken gepland zijn in de jaarlijkse programmering dragen bij tot de financiering van de bedoelde programmering ten belope van 100 % van het bedrag van de werken.

De leidend ambtenaar van de Algemene dienst van het door de “Fédération Wallonie-Bruxelles” georganiseerd onderwijs stuurt zijn beslissing tot bepaling van het bedrag dat toegewezen zal worden aan de schoolinrichting voor de financiering van de werken aan de Algemene dienst Schoolinfrastructuur van de “Fédération Wallonie-Bruxelles” een de bedoeld schoolinrichting, toe.

Enige operatie tot toewijzing van de middelen van de schoolinrichting die krachtens dit besluit geschiedt, moet de bedoelde schoolinrichting de mogelijkheid laten over een minimaal bedrag van 250.000 euro te beschikken buiten het wettelijke reservefonds.

**Art. 5.** De beslissing bedoeld bij artikel 4, derde lid, heeft tot gevolg dat het bedrag toegewezen aan de werken van de jaarlijkse programmering onbeschikbaar wordt voor de boekhouding van de schoolinrichting totdat het werkelijk opnemen gebeurt met een maximum van vijf jaar.

De jaarlijkse programmering en de begroting toegewezen aan de werken worden door de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen goedgekeurd en aan de bedoelde inrichtingen meegedeeld.

Het SGISFWB stuurt een aanvraag tot storting van een bedrag dat overeenstemt met de kosten van de werken vermeerderd met 10 % voor de mogelijke aanvullingen of van het geplafonneerd bedrag bedoeld bij artikel 4, derde lid, indien de kosten van de investeringen hoger liggen dan dit plafond. Het saldo wordt dan door de middelen voortkomend uit de dotatie van de Algemene dienst Schoolinfrastructuur van de “Fédération Wallonie-Bruxelles” gedekt.

**Art. 6.** De Algemene dienst Schoolinfrastructuur van de “Fédération Wallonie-Bruxelles” neemt als opdracht de verwezenlijking van de werken bepaald in de jaarlijkse programmering die door de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen werd goedgekeurd.

**Art. 7.** De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/13949]

**12 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 10 juillet 2018 relative à l'appel à candidatures pour la désignation à titre temporaire dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées dans un établissement d'enseignement secondaire ordinaire de l'enseignement officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment ses articles 85 à 92 ;

Vu le décret du 11 juillet 2018 instituant un statut pour les coordonnateurs de centres de technologies avancées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant le profil générique des coordonnateurs de centres de technologies avancées ;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné de rendre obligatoire sa décision du 10 juillet 2018 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 10 juillet 2018 relative à l'appel à candidatures pour la désignation, à titre temporaire, dans un emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée de plus de 15 semaines dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées dans un établissement d'enseignement secondaire ordinaire de l'enseignement officiel subventionné, ci-annexée, est rendue obligatoire.